

La Wallonie face au CETA

#Fait du jour

Exercices

1 – De quoi parle-t-on ? Cochez la bonne réponse.

Avant d'écouter

La Wallonie est :

une région de Belgique.

une région de France.

une région d'Allemagne.

Cette région est :

néerlandophone.

germanophone.

francophone.

Écoutez le journal

Le CETA est :

un accord économique et commercial global.

un traité d'adhésion à l'Union européenne.

une convention internationale sur l'environnement.

Il est négocié entre l'Union européenne et :

les États-Unis.

le Canada.

l'Amérique latine.

2 – Pourquoi parle-t-on du CETA ? Complétez le texte.

Parmi ces mots ou expressions de sens proche : lesquels entendez-vous ?

Intéressons-nous au CETA : cet accord de **libre-circulation / libre-échange** avec le Canada qui **risque de / pourrait** ne pas être signé, puisque la Wallonie **n'en veut pas / le refuse**.

D'ailleurs, le **chef du gouvernement / Premier ministre** belge, Céline, vient d'annoncer que son pays ne pourra pas signer **en l'état / tel quel** cet accord commercial.

3 – Qu'est-ce qui fait douter la Wallonie ? Cochez la bonne réponse en fonction de ce que vous comprenez.

Pour se décider, le gouvernement wallon a besoin :

de soutien financier.

d'avis externes.

de temps.

Le président du parlement wallon plaide pour :

un traité simplifié.

une base juridique solide avec les Canadiens.

une transparence dans les échanges.

Le chef du gouvernement wallon veut plus de garantie face :

à la qualité des produits mis en circulation.

à l'implication du Canada.

aux multinationales.

Parce que, selon le CETA, celles-ci pourraient :

- enfreindre les traités européens.
- porter plainte contre un État adoptant une politique publique contraire à leurs intérêts.
- compliquer le transfert de personnel entre l'UE et le Canada.

En effet, le chef du gouvernement ne voudrait pas que le traité ait un impact sur :

- les entreprises privées.
- le paysage agricole des États.
- la politique publique des États.

4 – Quel avenir pour le CETA ? Que signifient les expressions soulignées ? Sélectionnez la bonne réponse.

« Les élus de cette région refusent tout simplement de donner leur feu vert au CETA. »

- leur opinion
- leur temps
- leur autorisation

« La Belgique pourrait donc bénéficier de quelques semaines supplémentaires pour tenter de sortir de l'impasse. »

- d'éviter de signer.
- de trouver une solution.
- d'arrêter les négociations.

« [...] Mais l'objectif, aujourd'hui, est de tenter de sauver les meubles. »

- de rester sur ses positions.
- de faire un choix.
- de limiter les dégâts.

« Du temps, c'est ce que réclament les autorités wallonnes. « Nous avons une marmelade de textes : 490 pages de traités, 1 100 pages d'annexes »

- quelques
- un grand nombre de
- une variété de

5 –Vrai ou faux ? Cochez la bonne réponse.

Selon son porte-parole, la Commission européenne est habituée à travailler en urgence sous la pression des États.

- Vrai
- Faux

On peut déjà conclure que le CETA sera abandonné dans peu de temps.

- Vrai
- Faux

La Belgique avait déjà obtenu un délai du Conseil européen pour donner son avis sur le CETA en début de semaine.

- Vrai
- Faux

Le président du parlement wallon souhaite que le CETA soit une structure solide pour les accords commerciaux futurs avec d'autres pays.

- Vrai
- Faux

Le chef du gouvernement flamand soutien l'avis de son homologue wallon sur la question du CETA.

- Vrai
- Faux

Exercices corrigés**1 – De quoi parle-t-on ?**

La Wallonie est :

- une région de Belgique.
- une région de France.
- une région d'Allemagne.

Cette région est :

- néerlandophone.
- germanophone.
- francophone.

Le CETA est :

- un accord économique et commercial global.
- un traité d'adhésion à l'Union européenne.
- une convention internationale sur l'environnement.

Il est négocié entre l'Union européenne et :

- les États-Unis.
- le Canada.
- l'Amérique latine.

2 – Pourquoi parle-t-on du CETA ?

Intéressons-nous au CETA : cet accord de libre-circulation / **libre-échange** avec le Canada qui **risque de** / pourrait ne pas être signé, puisque la Wallonie **n'en veut pas** / le refuse.

D'ailleurs, le chef du gouvernement / **Premier ministre** belge, Céline, vient d'annoncer que son pays ne pourra pas signer **en l'état** / tel quel cet accord commercial.

3 – Qu'est-ce qui fait douter la Wallonie ?

Pour se décider, le gouvernement wallon a besoin :

- de soutien financier.
- d'avis externes.
- de temps.

Le président du parlement wallon plaide pour :

- un traité simplifié.
- une base juridique solide avec les Canadiens.
- une transparence dans les échanges.

Le chef du gouvernement wallon veut plus de garantie face :

- à la qualité des produits mis en circulation.
- à l'implication du Canada.
- aux multinationales.

Parce que, selon le CETA, celles-ci pourraient :

- enfreindre les traités européens.
- porter plainte contre un État adoptant une politique publique contraire à leurs intérêts.
- compliquer le transfert de personnel entre l'UE et le Canada.

En effet, le chef du gouvernement ne voudrait pas que le traité ait un impact sur :

- les entreprises privées.
- le paysage agricole des États.
- la politique publique des États.

4 – Quel avenir pour le CETA ?

« Les élus de cette région refusent tout simplement de donner leur feu vert au CETA. »

- leur opinion
- leur temps
- leur autorisation

« La Belgique pourrait donc bénéficier de quelques semaines supplémentaires pour tenter de sortir de l'impasse. »

- d'éviter de signer.
- de trouver une solution.
- d'arrêter les négociations.

« [...] Mais l'objectif, aujourd'hui, est de tenter de sauver les meubles. »

- de rester sur ses positions.
- de faire un choix.
- de limiter les dégâts.

« Du temps, c'est ce que réclament les autorités wallonnes. « Nous avons une marmelade de textes : 490 pages de traités, 1 100 pages d'annexes »

- quelques
- un grand nombre de
- une variété de

5 – En savoir plus sur Bob Dylan. Vrai ou faux ?

Selon son porte-parole, la Commission européenne est habituée à travailler en urgence sous la pression des États.

- Vrai
- Faux

Commentaire : « La Commission n'a pas l'habitude de travailler avec des ultimatums ou des délais (...) il nous faut de la patience », a expliqué le porte-parole de la Commission européenne.

On peut déjà conclure que le CETA sera abandonné dans peu de temps.

- Vrai
- Faux

*Commentaire : Pour autant, **il est encore tôt pour enterrer cet accord négocié depuis des années.***

La Belgique avait déjà obtenu un délai du Conseil européen pour donner son avis sur le CETA en début de semaine.

- Vrai
- Faux

*Commentaire : Le président du Conseil européen **avait pourtant donné jusqu'à ce lundi soir à la Belgique pour faire connaître sa position.***

Le président du parlement wallon souhaite que le CETA soit une structure solide pour les accords commerciaux futurs avec d'autres pays.

- Vrai
- Faux

*Commentaire : André Antoine plaide pour une base juridique solide avec les Canadiens, **qui pourra servir d'ossature aux futurs accords commerciaux conclus avec les États Unis ou la Chine.***

Le chef du gouvernement flamand soutien l'avis de son homologue wallon sur la question du CETA.

- Vrai
- Faux

*Commentaire : Une posture qui irrite son homologue flamand, **favorable, lui, au CETA : [...]***